



L'émergence du sentiment d'insécurité entre les relogés dans les quartiers de relogement à Alger ou le difficile apprentissage de la cohabitation.

ظهور شعور بانعدام الأمن بين المرحلين إلى الأحياء الجديدة في الجزائر
العاصمة أو صعوبة تعلم التعايش

The rise of the feeling of insecurity between the rehoused people in their new neighbourhoods in Algiers: the difficult learning of cohabitation

Doct. Maroua Kennouche

Pr. Madani Safar Zitoun

Département de sociologie, Université d'Alger 2.

Date de soumission: 25-11-2020-Date d'acceptation:19-04-2021-

Date de publication: 28-11-2021

ملخص

تهدف هذه الدراسة الكشف عن آليات تعايش السكان المعاد ترحيلهم، وما يمكن أن يترتب جراء هذا الترحيل من ظواهر، كنشأة الإحساس بالأمن. اعتمادا على افتراضنا أن المرحلين يتجاوزون مع الوقت جل الاختلافات السوسيوثقافية، وحتى الإحساس بالأمن فيما بينهم، يتوضح من خلال تحليلنا للمقابلات التي تمت مع هؤلاء المعاد إسكانهم (تم الاقتراب منهم في حينين مختلفين ونقطة الاختلاف هي عامل الزمن) أنه في الأخير، يتم تطوير استراتيجياتهم مع الوقت لتفادي "الأخرين"، والمتمثلين في الجيران الجدد مع من يتم تقاسم المجال العمومي في الحي، هذا التفادي يتم اعتمادا على الموارد الرمزية المتعلقة بالتمثلات التي تخص الغير.

الكلمات الدالة: إحساس بالأمن؛ حي؛ جيرة؛ ترحيل؛ اختلاف؛ وصم؛ مرحل؛ التانس.

Abstract

This study aims to highlight coexistence circumstances and their consequences such as the feeling of insecurity between the rehoused residents, who carry different and mixed identities related to their previous neighborhoods and communities. As a hypothesis, we suppose that these residents will get past the insecurity feeling with time as well as most of their sociocultural differences. Our analysis of a number of interviews, conducted in two different neighborhoods where the rehousing operations took place in different periods, shows how the new inhabitants develop

multiple strategies of avoidance between them. This behavior is based upon their prejudices and symbolic representations of their new neighbors with whom they share the new space.

Keywords: feeling of insecurity; neighborhood; neighbor; rehousing; differentiation; stigmatization; rehoused; cohabitation.

Résumé

L'étude vise à analyser les conditions de coexistence, et ce qui en résulte, tel que le sentiment d'insécurité entre les relogés porteurs de différentes représentations de leurs anciens quartiers. A partir de l'hypothèse que les relogés dépassent, avec le temps, les différenciations socioculturelles, ainsi que le sentiment d'insécurité, nous montrons, à travers l'analyse des entretiens (réalisés auprès de relogés dans deux quartiers distincts, en introduisant le facteur temps), comment ils développent des stratégies d'évitement qui puisent leurs contenus symboliques dans les représentations faites sur les "autres", les voisins avec lesquels ils partagent les espaces communs et publics qui sont mises en place au fil du temps.

Mots-clés: sentiment d'insécurité; quartier; voisinage; relogement; différenciation; stigmatisation; relogé; cohabitation.

Introduction

Reloger, c'est l'action d'offrir un nouveau chez soi plus décent, et plus agréable, à des groupes de personnes défavorisées, ayant vécu depuis longtemps, voire toute leur vie, dans des conditions inadéquates, telle est notre définition de l'opération de relogement.

Alger a connu, depuis 2011 à 2020, plus de vingt-trois (23) opérations massives de relogement, changeant radicalement la vie de plus de 42 000 familles mal-logées. Le bilan établi par la Wilaya d'Alger sur les opérations de relogement, entre juin 2014 et décembre 2017, révèle que ces familles relogées, représentent environ 280 000 personnes, tous âges confondus (soit la taille d'une ville moyenne), proviennent dans leur grande majorité (68.9%) de sites d'habitat précaire (bidonvilles), des Immeubles Menaçant Ruine (7.2%), des caves et terrasses (5.6%), des chalets (5.3%) et d'autres catégories de bénéficiaires (16%).

Toutes ces 42 000 familles, ont été relogées dans 46 cités, c'est-à-dire grands ensembles d'habitat collectif dont la taille varie de 500 à plus de 4000 logements implantées dans leur très grande majorité dans les communes périphériques de la deuxième couronne



d'urbanisation de la wilaya d'Alger (Wilaya d'Alger, 2017). Par-delà leurs aspects positifs, car elles permettent l'accès à un logement décent à de nombreuses familles, ces opérations lourdes posent la question des «effets du relogement» comme se plaisait à le souligner A. Sayad dans l'un de ses écrits, qui produisent des situations de cohabitation difficiles, voire souvent conflictuelles entre nouveaux voisins (Sayad, 1980). En effet, le vivre-ensemble des familles venues de différents quartiers, peut donner naissance à un ensemble de phénomènes sociaux délétères comme l'émergence du sentiment d'insécurité entre relogés, ce qui peut avoir un impact direct sur la tonalité, la nature des liens sociaux de proximité qui se tissent dans les nouveaux grands ensembles d'habitat collectif.

La presse algérienne relate souvent des incidents et situations d'affrontements parfois très violents entre «bandes de jeunes» appartenant à des unités de voisinage dans les mêmes cités, qui expriment le difficile apprentissage du vivre ensemble dans ces nouvelles cités périphériques enclavées dans un environnement souvent hostile. Réalisées «en bloc», ces opérations mettent en situation de cohabitation des groupes de personnes déjà fortement structurés d'un point de vue communautaire, c'est-à-dire ayant une histoire, des vécus communs, avec d'autres groupes similaires venant d'autres sites. Elles reproduisent ou font naître, de ce fait, des systèmes de représentations construits autour de la méfiance, de la crainte vis-à-vis des «autres» voisins appartenant à d'autres groupes, à d'autres communautés résidentielles.

C'est essentiellement cette situation d'hétérogénéité entre groupes, c'est-à-dire d'ordre collectif et non pas entre familles et individus, que nous avons essayé d'analyser à travers nos choix conceptuels et méthodologiques. La cohabitation entre groupes sociaux dépositaires de fortes identités joue, en effet, à notre avis un rôle puissant d'identification aux groupes d'appartenance d'origine. Elle contribue à générer les sentiments d'insécurité, et leurs conséquences en termes de mise en œuvre de pratiques de protection sociale et symbolique que l'on observe dans les représentations et les pratiques habitantes. C'est ce que nous allons essayer de démontrer dans les sections suivantes.



1. Sur la question de voisinage, et du sentiment d'insécurité, un état de la question.

1.1 Les politiques du relogement, entre visions utopiques et réalités dévoilées par la recherche.

Tout d'abord, nous commençons par l'affirmation que, dans la plupart des cas, les opérations de relogement sont des opérations subies et non pas choisies par les relogés. Cette mise de côté de l'habitant, qui est pourtant l'acteur central du processus, démontre que les préoccupations des décideurs politiques est de planifier les opérations de relogement afin qu'elles soient couronnées de succès, de réussite sur le plan économique, ainsi que sur le plan social.

Poussée à son extrême, cette conception peut aboutir à la construction d'une véritable idéologie de la transformation "positive" de l'être humain, comme ce fut le cas dans la Russie révolutionnaire du début du 20ème siècle (Kopp, 1967). On retrouve paradoxalement cet optimisme dans les représentations des populations habitant les Grands Ensembles parisiens étudiés par Jean Claude Chamboredon, et Madeleine Lemaire, qui affirment que, dans le Grand Ensemble, il existe une mixité de groupes sociaux, de rangs différents et que, ce mélange est souvent accompagné par un discours optimiste développant l'idée que les différences sociales vont se dissoudre sous l'effet de la proximité spatiale.(Chamboredon & Lemaire, 1970)

Dans la continuité du caractère utopique des planifications des Grands Ensembles d'habitats collectifs, Safar Zitoun Madani démontre dans son ouvrage «Stratégies patrimoniales et urbanisation, Alger 1961-1992», que le contenant spatial, primait sur le contenu social dans la doctrine sur la planification des Zones d'Habitat Urbaines Nouvelles (ZHUN). (Safar Zitoun, 1996)

Partant de ces travaux, nous allons essayer de dévoiler les stratégies de cohabitation, du vivre-ensemble dans les nouveaux grands ensembles d'habitat collectif et démontrer que ces stratégies sont essentiellement des stratégies d'évitement qui conditionnent et codifient les relations de voisinage. Nous nous appuyerons essentiellement sur la définition du voisin développée par Isabelle Berry Chikhaoui et Agnès Deboul et dans leurs travaux sur la ville du Caire, qui considèrent paradoxalement ce dernier comme étant à la fois proche et étranger.(Berry Chikhaoui & Deboulet, 2000).



1.2. Voisinage et insécurité

La question abordée dans cet article est le sentiment d'insécurité qui naît et se développe entre les familles relogées appartenant à différents groupes résidentiels mis en situation de cohabitation avec d'autres groupes originaires d'autres sites de bidonvilles. Ces familles qui résident dans un même quartier se connaissent entre elles mais ne connaissent rien des autres groupes installés, sinon le nom et la réputation de l'ancien quartier dont ils sont originaires. Cela nous fait penser aux ghettos américains, et à la ségrégation de leurs populations, provoquée par une distribution socio-spatiale imposée par un groupe dominant.(Wirth, 1928) et aux travaux de Didier Lapeyronnie pour lequel le Ghetto *«ne correspond pas [...] à un espace mais bel et bien à une logique, à un ordre social uni dans son opposition au reste de la société mais fragmenté en son sein»*(Lapeyronnie, 2008).

En effet, cette cohabitation des différents groupes, qui se considèrent comme étrangers les uns pour les autres même, selon plusieurs travaux de recherche à la défiance et à la méfiance. Ce que révèlent les observations recueillies au Maroc où les habitants recasés pensent que le relogement distend et fragilise un lien social autrefois plus fort, remplacé par la réticence(Essahel, 2011). Ce que montrait déjà Sayad en 1980 à propos des recasés dans les logements modernes à Alger, qui se plaignent de la «nouvelle promiscuité». Cette méfiance peut engendrer une réelle insécurité ou un sentiment d'insécurité. Dans le premier cas, on est en face de ce que Aïche et al. appellent l'insécurité objective, d'un côté, qui se traduirait en actes violents, en pratiques d'agression et de délinquance et l'insécurité "subjective", de l'autre côté, qui procéderait d'un sentiment "subjectif" et diffus d'insécurité. (Aïche, Bouarroudj, & Boughazi, 2015).

Dans le deuxième cas, l'insécurité serait fortement ressentie par exemple du fait de la présence d'étrangers.(Pan KéShon, 2009)et du degré dans la liberté du choix du lieu de résidence. Plus les lieux de vie sont subis, imposés, plus il y aurait une « montée du sentiment d'insécurité »(Pan KéShon, 2009). Ce sentiment est nourri par la taille des groupes relogés (Roche, 1998). Les familles relogées peuvent ainsi



selon cet auteur développer une crainte face aux groupes considérés comme dominants¹.

Dans ce contexte, si nous revenons à la question du voisinage, le concept d'«homophilie», élaboré par Claire Bidart, comme configuration de liens sociaux de proximité considérant le lien de voisinage comme « *propension à préférer celles et ceux qui nous sont socialement proches* »(Bayard-Can, 2017) s'avère un instrument d'analyse pertinent dans la mesure où il permet d'expliquer l'origine du sentiment d'insécurité. Safar Zitoun Madani démontre à partir d'une étude réalisée dans un quartier de relogement, la complexité des modes de perception de la cohabitation chez les relogés. Il en ressort que la cohabitation provoque le sentiment de «*khalota*»² où s'affrontent les stigmates (SafarZitoun, 2014). Il souligne ainsi que le «mélange» évoqué par les enquêtés est souvent à l'origine des sentiments de peur et d'insécurité, notamment chez les relogés provenant de la Casbah, quartier de référence citadine par excellence, qui déplorent le voisinage encombrant et anxiogène des «gens dangereux» provenant des bidonvilles(Safar Zitoun, 2014, p. 9).

Sur la base de ces considérations, notre question de départ interpelle essentiellement la notion de différence sociale à travers la mobilisation active et récurrente de la notion de quartier de provenance. Nous la formulons de la manière suivante: Les quartiers de provenance des relogés, comme élément d'identification à un groupe et comme indicateur d'une forte identité symbolique, sont-ils en dépit du phénomène de violence, le principal facteur d'émergence du sentiment d'insécurité, dans les nouveaux quartiers ?

Nous émettons à cet égard l'hypothèse que les fortes différences symboliques qui sont associées à la notion de quartier de provenance et d'appartenance, constituent le principal facteur de l'apparition du sentiment d'insécurité dans les quartiers de relogement, surtout dans les premiers temps de la cohabitation. On

1 Nous faisons référence, au concept de groupe dominant, qui a été utilisé dans l'enquête par questionnaire. Les résultats quantitatifs feront l'objet d'une autre publication.

2 Dans le dialecte algérien, Khalouta signifie mélange.



a peur des autres parce que l'on ne les connaît pas, les jugeant à travers des idées préconstruites. Ce qui nous autorise à affirmer que le temps long de la cohabitation contribue à faire l'expérience des "autres" et conduit progressivement à faire disparaître les craintes et le sentiment d'insécurité vis-à-vis de ces derniers. Mais avant d'exposer nos résultats les plus pertinents, nous expliquons notre méthodologie de travail.

2. La méthode de recherche appliquée

2.1 Le choix de la méthode

Pour mettre en avant de l'émergence du sentiment d'insécurité à partir du vécu des habitants relogés, il nous a semblé plus pertinent d'utiliser les méthodes qualitatives de collecte et de traitement des données qui, rappelons-le, sont essentiellement des données de représentation. Ces méthodes permettent de mieux saisir la manière dont les gens se représentent mais surtout, argumentent leurs représentations des autres et de l'insécurité par rapport à leur vécu. Ces méthodes se basent principalement sur l'entretien comme un outil de collecte de donnée. Quant à la technique d'analyse, nous avons adopté une des techniques d'analyse de contenu qui permettent de mesurer les occurrences (convergences et divergences) dans les propos, et de saisir les figures et associations symboliques dans les discours. Cette démarche de repérage des grandes catégories de discours et de leur association permet de parer aux risques de la subjectivité et de l'interprétation personnelle, dans la mesure où elle permet d'assurer l'objectivité et l'exhaustivité dans la quête du sens que les gens donnent à leurs actions. (Mucchielli, 2006)

2.2. Le choix du terrain d'étude et le déroulement de l'enquête

A partir de notre hypothèse qu'il y-aurait dans les premiers moments, immédiatement après l'installation dans les nouveaux quartiers, l'émergence d'un fort sentiment d'insécurité, sentiment qui s'estompe par la suite en fonction de la durée de la cohabitation, nous avons délibérément choisi de travailler sur des populations fortement contrastées du point de vue de leur durée de cohabitation. Notre terrain d'études est composé de deux quartiers de relogements distincts qui ont été choisis en tenant compte de la durée de cohabitation. Le premier quartier est celui des 1680 logements sis dans la commune de Birtouta, qui avait connu une opération de relogement en 2011. Le deuxième quartier est celui



des «3500 logements» sis dans la commune de Douéra, qui avait connu des opérations de relogement à partir de 2017. Nous avons pu effectuer 15 entretiens semi directifs auprès des résidents au niveau des écoles des quartiers. Les dix premiers se sont déroulés à Birtouta, tandis que les cinq autres à Douera. La principale question ouverte, posée aux enquêtés, reposait sur la description du voisinage, après le relogement, en mettant l'emphase sur le sentiment d'insécurité.

3. Exposé des résultats

3.1. Caractéristiques des enquêtés

A partir du tableau suivant, nous découvrons les principales caractéristiques des enquêtées, essentiellement celles relatives au quartier de provenance, la durée de vie dans ce quartier et le nombre de voisins relogés.



Tableau 1 : caractéristiques sociales des enquêtés

Enquêtés	Caractéristiques sociales						Relogé ou pas avec anciens voisins
	Sexe	Age	Situation familiale	Site de relogement	Durée	Ancien quartier	OuiNon
Enquêté 1	homme	47	marié	Birtouta	8	Belcourt	/
Enquêté 2	homme	32	marié	Birtouta	8	Oued koreich	/
Enquêté 3	femme	33	marié	Birtouta	8	Boufarik	oui
Enquêté 4	femme	35	marié	Birtouta	8	Boufarik	oui
Enquêté 5	homme	34	célibataire	Birtouta	8	Casbah	oui
Enquêté 6	homme	41	marié	Birtouta	8	Benaknoun	oui
Enquêté 7	femme	47	marié	Birtouta	8	Birtouta	oui
Enquêté 8	femme	52	marié	Birtouta	9	Dar El Beida	/
Enquêté 9	femme	52	marié	Birtouta	8	Casbah	oui
Enquêté 10	femme	51	veuve	Birtouta	7	DiarE'Chems	/
Enquêté 11	femme	46	marié	Douera	2	kouba	oui
Enquêté 12	femme	33	marié	Douera	2	BabEzouar	oui
Enquêté 13	femme	49	marié	Douera	2	El Hamiz	oui
Enquêté 14	homme	51	marié	Douera	5	/	/
Enquêté 15	homme	61	marié	Douera	2	Casbah	oui

A partir de la lecture approfondie de nos entretiens, nous classons le discours en fonction des tendances, qui ressortent, à travers la classification des extraits verbaux.



3.2 Analyse des discours

Les tendances qui reviennent essentiellement, à partir de la classification du discours, sont explicitement, ou implicitement : l'appartenance, le sentiment de sécurité/d'insécurité, les incivilités, le maintien de la distance avec autrui, les violences subies, les témoignages d'actes de violence, les représentations sur les différenciations socioculturelles, et la familiarisation avec le nouveau quartier avec le temps.

Tout d'abord, nous commençons par la tendance de l'appartenance. 60% des enquêtés abordent la question de l'appartenance, principalement à l'ancien quartier, ou simplement, en définissant le groupe d'appartenance dans lequel ils se sont insérés par choix dans le nouveau quartier. Afin de justifier cette appartenance, ils avancent la convocation et la mobilisation du référent "quartiers de provenance", qui constitue à cet égard un référent fortement discriminant.

Concernant la question du sentiment de sécurité/ insécurité, 33% des enquêtés considère le nouveau quartier comme étant un quartier sécurisé, comparé aux anciens quartiers. Ces relogés viennent tous de bidonvilles, ou quartiers stigmatisés. En revanche, 66% des enquêtés considèrent leur nouveau lieu de vie comme étant insécure, mais donnent à ce sentiment d'insécurité des contenus et facteurs différents. Ceux qui parlent d'insécurité avec insistance sont souvent ceux qui viennent de quartiers populaires et anciens quartiers de la ville d'Alger.

Face au sentiment d'insécurité, 40% des enquêtés déclarent avoir essayé, ou avoir tenté d'essayer de faire connaissance avec les nouveaux voisins. Mais ils déclarent, en même temps, leur volonté de maintenir une distance au sein du quartier avec les autres. 73 % d'entre eux affichent clairement leur volonté de réduire au maximum les relations avec les voisins, afin de pouvoir cohabiter, et d'éviter toutes causes de conflits.

L'analyse des entretiens montre par ailleurs que ces perceptions subjectives de l'insécurité s'appuient souvent sur l'observation de faits objectifs de violences dans le quartier. 40% des interrogés, déclarent avoir été tantôt victimes d'acte de violence, tantôt témoins, ou se souviennent d'un acte de violence dans le quartier depuis leur



déménagement (crimes agressions, tentatives de kidnapping des enfants, etc...).

Enfin, en termes d'associations sémantiques, nous observons la corrélation que les interviewés nouent entre le quartier d'origine des relogés et la violence : 93% des enquêtés associent violences, agressions et autres actes délictuels avec le mot bidonville. Ce qui n'est pas le cas des incivilités qui sont plutôt associées à l'hétérogénéité de la composante des quartiers. 53% des enquêtés lient les actes d'incivilités observés dans le quartier à des «comportements inadéquats» qui n'existaient pas autrefois dans l'ancien quartier. 26% pense que l'apprentissage de la cohabitation avec le temps contribuera à réduire le sentiment d'insécurité.

4. Discussion des résultats

4.1 Le relogement provoque l'émergence du sentiment d'insécurité

A travers la lecture de nos entretiens, beaucoup d'enquêtés ont exprimé de manière explicite leur sentiment d'insécurité suite au relogement. Ce sentiment est lié parfois à des actes de violence, à des incivilités ou à la ségrégation et l'hétérogénéité sociale entre relogés. Ce constat concerne tout autant le quartier de Birtouta, où les relogés cohabitaient depuis huit ans, que celui de Douera, où la cohabitation durait depuis 2 ans au moment du déroulement de l'enquête. Dans son discours, l'enquêté N°1 dans le premier quartier, compare la sécurité du nouveau quartier avec l'ancien, et nous déclare « *ici chacun a peur de l'autre. Avant nous étions comme dans une seule maison, tout le monde participait à l'éducation, tout le monde se mêlait. En cas de conflits, les aînés étaient en colère et intervenaient* ». Cela signifie que, l'émergence du sentiment d'insécurité, est produite par le changement de la figure du voisinage qui est devenu différent à ce qu'elle était dans l'ancien quartier. C'est ainsi qu'on relève que les actes d'incivilités, tels que les bagarres, étaient gérés par les aînés de la «*Houma*», contrairement à aujourd'hui, où la peur est née entre habitants.

Au niveau du deuxième quartier, l'exemple de l'enquêtée N°11 décrit ce sentiment d'insécurité. Son discours met en avant, des actes d'incivilités, qu'elle n'avait pas pour habitude d'observer dans son ancien quartier. Elle nous déclare «*depuis notre arrivée, nous commençons à voir des choses qui dérangent*». Cela signifie que les



incivilités qu'elle a observées depuis son arrivée sont constantes et renforcent son sentiment d'insécurité et suscitent ses craintes. Elle ajoute que ces craintes concernent, en premier lieu, ses voisins de l'immeuble. *«Dans un même immeuble, j'ai peur quand je les croise dans les escaliers».*

Pour saisir la signification de ces incivilités, en continuité avec ce que nous venons de citer, nous nous référons à l'analyse de S. Roché, qui considère que les incivilités comme :

«un ensemble de désordres, allant des impolitesse, aux carcasses de voitures, qui représentent une atteinte à "l'ordre en public", notion dérivée de celle "d'ordre public" que l'on trouve chez E. Goffman. L'ordre public est le système de règles qui organisent imperceptiblement les interactions entre individus, dans les espaces publics, et qui font que chacun peut y revendiquer le respect de son territoire personnel, physique, corporel et symbolique. Dans ce cadre, les incivilités, c'est-à-dire les comportements qui ne respectent pas ces "rites d'interaction" dans les lieux publics, font que le territoire et l'intégrité de chacun sont perçus comme étant en permanence menacés : les gens ne se sentent plus chez eux lorsqu'ils sont dans l'espace public ».(Gény, 2011, p. 64).

Cette analyse permet de conceptualiser les données relevées de nos observations de terrain. C'est ainsi que le sentiment diffus, quasi permanent d'insécurité est aggravé, il prend corps à partir du moment où il y-a crime: *«quatre mois après notre relogement, on avait de l'espoir qu'on s'habitue, et qu'on connaisse de nouvelles personnes, mais un crime a été commis, nous étions morts de peur».* Nous ajoutons que le constat d'incivilités varie d'une personne à une autre, car il dépend du capital culturel acquis dans l'ancien quartier.

Ces deux témoignages font ressortir un autre aspect de la question de l'insécurité dans les nouveaux quartiers. C'est le rapport entre la perception de cet état et l'origine résidentielle des relogés. Les deux enquêtés cités comme deux cas représentatifs sont originaires de deux quartiers anciens d'Alger. Le premier habitait Belcourt, un quartier populaire du centre d'Alger. Le deuxième est originaire de Kouba, un autre quartier ancien de la ville d'Alger.



Ce constat nous permet de passer à la discussion de la seconde constatation faisant ressortir le sentiment de déclassement chez les relogés originaires des quartiers anciens dits populaires.

4.2. Le sentiment d'insécurité chez les anciens habitants des quartiers "connus" et son rapport avec le sentiment de déclassement.

Mélangés avec des habitants originaires de quartiers, la plupart des relogés interrogés en provenance de quartiers qualifiés de populaires, se sentent insécurisés. Cette insécurité est liée au sentiment de déclassement qu'ils ressentent suite à leur relogement. Venir d'un quartier "connu" confère en effet aux gens qui en sont originaires un statut social qu'ils tentent de garder en maintenant une distance avec les autres relogés venus d'autres quartiers.

Nous prenons comme exemple, l'enquêté N° 15, relogé à Douera et originaire de la Casbah, un des plus vieux quartiers de la capitale. Il commence son récit par l'éloge de sa nouvelle demeure «*Nous venons à peine d'arriver, nous sommes heureux dans notre nouveau logement, jusqu'à présent, tout va bien, chacun se tient à carreau, il lui manque quoi ce quartier ?*». Dans son interrogation, nous décelons une certaine inquiétude à l'égard de sa nouvelle situation de relogé. Il dit : «*écoute ma fille, je n'aime pas que vous pensiez que, parce qu'ils nous ont relogés, nous allons nous bagarrer, et faire des problèmes, nous sommes des gens éduqués, des gens simples, et puis, même à la Casbah, les gens se disputaient*». Dans son discours nous relevons sa volonté de diminuer l'effet du sentiment de déclassement par la défense de la réputation du nouveau quartier, en affirmant que les conflits, existaient même entre habitants de la Casbah, et ne sont pas propres aux relogés.

Le discours d'un autre enquêté (enquêté N°5), un épicier dans le quartier de Birtouta et originaire de la Casbah, exprime un sentiment différent. Il déclare : «*ici, il faut s'imposer, pour que les gens te connaissent, pour qu'ils ne pensent pas te manger*». Contrairement au précédent enquêté, il exprime son sentiment d'insécurité que seule l'intégration au sein d'un groupe, peut assurer la protection. C'est une solution imposée l'état de différenciations socioculturelles existantes et par la formation de groupes sociaux distincts dans le même quartier.



Selon lui, le quartier est divisé en deux groupes. Le premier, dont il fait partie, regroupe tous les relogés venus de quartiers «connus» d'Alger tels que la Casbah, Ben Aknoun dont est originaire l'enquête N°6. Tous les deux se considèrent comme *«fils de la capitale»*, une origine qu'ils mobilisent pour affirmer l'appartenance à un statut de citoyen et parer ainsi au déclassement provoqué par le relogement et le mélange avec les autres venus d'autres quartiers. A ce sujet, ils déclarent *«ils nous ont mis dans un même endroit, mais il est impossible que nous soyons pareils ! Les gens de la capitale, tout le monde les connaît, et tout le monde sait ce qu'ils valent. Nos parents ont passé toutes leurs vies à la capitale, et vous voulez nous considérer comme les autres, jamais !»*.

On est en face d'une situation d'opposition, voire d'affrontement de statuts sociaux qui provoque des conflits et engendre un climat d'insécurité dans le quartier de relogement. Une situation identique à celle étudiée par Romain Gény qui, dans son article sur le sentiment d'insécurité, relie ce dernier à la trajectoire résidentielle et sociale et au sentiment de différence. Il soutient que c'est la trajectoire de mobilité sociale et résidentielle qui différencie les populations des Grands Ensembles. *«Les personnes (et les groupes) qui cohabitent à un moment dans le même espace n'ont ni la même "provenance", ni la même chance objective d'avoir accès à la propriété, ni le même espoir subjectif de le faire. Ces facteurs jouent un rôle sur la perception de l'autre, et ainsi, sur la naissance du sentiment d'insécurité, nourrie par le sentiment de différence»*.(Gény, 2011, p. 66)

Quant à la question de déclassement, il s'avère d'après lui, que le refus de déclassement est une des formes du sentiment d'insécurité. Il apprend que

«Le sentiment d'insécurité peut alors être vu comme une " autre manière " de dire cette peur devant le déclassement : on demande une réaction afin de rétablir un ordre rassurant, plus peut-être pour l'image de soi des habitants que pour leur intégrité physique. Mais ce sentiment de déclassement tend aussi à favoriser un renfermement sur l'univers domestique, sorte de bulle qui permet de se protéger des atteintes à l'identité qui menacent dans l'espace public».(Gény, 2011, p. 70)



A travers ces analyses, apparait la question de la difficulté de tisser des liens sociaux. Cette difficulté peut avoir un impact plus important sur le sentiment d'insécurité que l'existence d'actes de violence, ce que Lagrange Hugues explique en précisant que : *«le sentiment d'insécurité n'est pas significativement associé à l'expérience individuelle de la violence ; notre hypothèse présente est qu'il varie avec le degré d'intégration sociale des individus ou, en d'autres termes, avec l'intensité des liens sociaux»*.(Lagrange, 1984, p. 335)

Le sentiment d'insécurité et de déclassement exprimé par les relogés originaires des quartiers anciens de la ville d'Alger n'est pas partagé par les relogés originaires des bidonvilles qui affichent de manière très claire un sentiment de "sur-classement social" induit par relogement, ce sur-classement qui leur permet de se défaire du stigmate qu'on leur colle.

4.3. La satisfaction et le sentiment de sécurité des relogés des quartiers stigmatisés

A travers la lecture, des entretiens de relogés venus de quartiers stigmatisés, nous relevons, en premier lieu, la satisfaction d'avoir pu accéder à un logement décent. L'exemple de l'enquêtee N°10, dans le quartier de Birtouta illustre parfaitement ce sentiment. Veuve de son état, venue d'un quartier Diar E'Chems, un quartier difficile d'Alger, elle entame ses propos par la description de l'état vétuste de son ancienne demeure, qu'elle considère comme une source d'un sentiment d'insécurité. Elle déclare à ce sujet : *«J'étais dans le quartier Diar Echems, je n'avais presque pas de porte. La maison était vétuste. Maintenant que j'ai une porte, pour que je m'enferme mes enfants et moi, c'est l'essentiel »*. L'amélioration de son cadre de vie lui apporte une sécurité matérielle et un sentiment de reclassement.

Le discours de l'enquêtee n°13, arrivée d'El Hamiz, un grand bidonville de l'est d'Alger, vers Douera aborde la stigmatisation des relogés originaires des bidonvilles. Elle relève le regard supérieur que portent les autres relogés sur eux, *«Ecoute ma fille, nous avons entendu certains dire que les relogés des baraques nous ont envahis, et sont plus nombreux que les habitants de la région de Douera, et même quand nous faisons nos courses, ils nous regardent de travers, ils n'aiment pas qu'on soit venus ici »*.C'est une cette stigmatisation



qu'elle rejette. Elle refuse d'être liée à son ancien quartier et pense qu'avec le temps, elle deviendra avec les membres de sa famille une habitante à part entière de Douera: *«avec le temps, nous deviendrons des enfants de Douera. Fini : les baraques sont derrière nous»*

Cette volonté de lutter contre la stigmatisation est exprimée par les autres relogés originaires des bidonvilles. *«Nous nous sommes entendus pour ne pas faire de problème, nous nettoyons les immeubles, nous nous entraïdons à nettoyer la cage d'escalier, nous grondons nos enfants quand ils s'appêtent à se disputer, nous leur disons que ça ne se fait pas, que c'est honteux. Nous n'avons personne qui jette des ordures dans la rue, nous ne voulons pas qu'on porte sur nous un regard dénigrant »*déclare un enquêté.

Les relogés, venus de quartiers stigmatisés sont en phase de construction d'une nouvelle réputation qu'elle tente de diffuser auprès des autres relogés venus de quartiers connus et anciens. Ils veillent à ne pas s'attirer des ennuis, comme dans l'exemple cité, afin de diminuer le sentiment d'insécurité, exprimé par les autres à leur égard.

Cela nous renvoie, aux analyses de Safar Zitoun sur la question de cohabitation de relogés venus de quartiers distincts. Il souligne que: *«dans le microcosme créé par la cohabitation de plusieurs groupes porteurs de stigmates, ou d'attributs symboliques très forts, la seule solution, la seule issue pour sortir de cette "guerre" d'assignations immatérielles très virulente a consisté en l'invention de son dépassement, par une action forte de marquage matériel, de l'ordre de la visibilité positive de la différence»*.(SafarZitoun, 2014, p. 14)

Conclusion

En guise de conclusion, nous relevons que les opérations de relogement débouchent sur une situation paradoxale. Elles donnent lieu à une opposition entre une promotion sociale et résidentielle attendue d'un côté et une fragilisation du lien social de l'autre côté. Ces deux facettes des effets du relogement sont à analyser comme une interaction entre des symboles socioculturels puisés dans la mémoire collective des relogés construite dans l'ancien quartier de résidence avec les contraintes d'une situation de cohabitation dans un univers résidentiel en construction. On assiste à une sorte de



processus de réévaluation de la hiérarchie sociale, et de sa position à l'intérieur de cette hiérarchie. Dans cette démarche, l'ancien quartier est tantôt porteur d'un lourd héritage culturel, d'un référent citoyen valorisant, et tantôt porteur de stigmates.

Pour revenir à notre hypothèse de départ, il semble que c'est l'effet de contraste violent provoqué par la mise en cohabitation forcée d'habitants provenant de quartiers fortement dissemblables de par leurs histoires, des trajectoires de leurs résidents qui sont à l'origine du rejet de l'autre, surtout quand ce dernier appartient à un groupe qui fait peur par son nombre ou par son homogénéité réelle ou fantasmée.

On peut dire donc que le sentiment d'insécurité n'est pas alimenté par les actes de violence que les relogés ont observé ou entendu parler, mais essentiellement par la perception exacerbée de la différenciation socioculturelle qui existe entre habitants, qui amplifie la crainte ressentie vis-à-vis de l'autre. Cette crainte, ne se définit pas par la menace d'être victime d'une agression, mais bien plus, par la crainte du déclassement social et de la perte de la protection symbolique acquise dans l'ancien quartier. Nous sommes devant une situation paradoxale où s'affrontent deux logiques. Celle des relogés qui viennent de quartiers anciens et "connus" d'Alger, le sentiment d'insécurité repose principalement sur la menace de perte de ce statut valorisant et valorisé d'habitant d'un quartier "connu". Face à cette logique, les relogés venus de quartiers stigmatisés, sont ravis de se débarrasser des attributs dévalorisants liés à leurs anciens quartiers, et font preuve d'une ouverture vers les autres et vers le statut de résidents "normaux" qu'ils ont toujours caressé.

Bibliographie

1. Aiche Messaoud; Bouarroudj Radia; Boughazi Khadidja, 2015. *Territoires émergents, habitat et sentiment d'insécurité : étude de la configuration spatiale des espaces collectifs dans l'habitat social à la nouvelle ville Ali Mendjeli*. Rapport d'étude, Oran: CRASC.
2. Bayard-Can Hélène, 2017. *Voisinage et réseaux*. Paris: éditions Karthala.
3. Berry Chikhaoui Françoise; Deboulet Agnès, 2000. *Les compétences des citoyens dans le monde arabe*. Paris, éditions Karthala.



4. Chamboredon Jean-Claude; Lemaire Madeleine, 1970. "Proximité spatiale et distance sociale, les grands ensembles et leur peuplement. In: *Revue française de sociologie*, 1970, 11-1. pp. 3-33.
5. Essahel Habiba. 2011. *Politiques de réhabilitation des quartiers non réglementaires au Maroc et mobilisation(s) des habitants. Etudes de cas dans l'agglomération de Rabat*, thèse de doctorat, Université François Rabelais, Tours, spécialité géographie.
6. Gény Romain, 2011. "Délinquance, sentiment d'insécurité et quartiers sensibles". in: *DEES Documents pour l'Enseignement Economique et Social* N° 128, pp49-70.
7. Kopp Anatole. 1967. *Ville et révolution*. Paris, Edition Anthropos.
8. Lagrange Hugues, 1984. "Perceptions de la violence et sentiment d'insécurité". In: *Déviante et société*. Vol. 8 - N°4, pp. 321-344.
9. Lapeyronnie Didier, 2008. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va », 2008, 624 p., ISBN : 9782221107669.
10. Mucchielli Roger, 2006. *L'analyse de contenu des documents et des communications*. Paris: ESF, 9^{ème} éditions.
11. Pan Ké Shon, 2009. "l'émergence du sentiment d'insécurité en quartiers défavorisés : dépassement du seuil de tolérance...aux étrangers ou à la misère ?" in: *Espace populations sociétés*, N°1/2009, pp5-31.
12. Roche Sebastian, 1998. "Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité". in: *Revue française de science politique*, 48^e année, n°2 , pp. 274-305.
13. Safar Zitoun Madani, 2014. "La construction d'une "citadinité de combat" dans les opérations de relogements algéroises, ou la stigmatisation détournée". in: *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée* , pp. 189-213.
14. Safar Zitoun Madani, 1996. *Stratégies Patrimoniales et urbanisation, Alger 1962-1992*. Paris: l'Harmattan.
15. Sayad Abdelmalek, 1980. « Les effets naturels du relogement », in: *Revue Sciences Sociales Panorama*, n°4 et 5 octobre 1980, ONRS, Alger, p. 11-27
16. Wilaya d'Alger, 2017. *Alger, capitale sans bidonvilles, recueil sur les opérations de relogement de la Wilaya d'Alger*.
Wirth Louis, 1928 .*The Ghetto, Chicago*, The University of Chicago Press, trad. fr: "*Le Ghetto*", Grenoble, presse universitaire de Grenoble, 1980.

